



COLLECTIF POUR UNE LIGNE

CLASSE

0.INTRODUCTION.....	3
0.1.Les raisons de notre rassemblement.....	3
0.2.Une démarche portée par les acteurs locaux.....	7
1.UN MONDE NOUVEAU.....	9
1.1.Affronter la mondialisation.....	12
1.2.Maîtriser la dérive spéculative de l'économie internationale.....	12
1.3.Soutenir l'innovation.....	13
1.4.Investir dans l'Université et dans la Recherche.....	16
1.5.Diversifier les différentes formes de l'entreprise.....	18
2.CRISE DE L'ÉTAT, CRISE DE LA DÉMOCRATIE.....	19
2.1.injustices sociales.....	19
Des inégalités palpables.....	19
Réconcilier dynamique économique et progrès social.....	20
« Migrations et co-développement ».....	23
Les femmes.....	25
Le logement.....	30
2.2.Crise institutionnelle.....	34
Une décentralisation inachevée.....	34
Une Europe qui sache redonner un sens à son action.....	37
Des partenaires indispensables.....	39
3.UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE.....	41
3.1.La prise en compte du fait métropolitain.....	41
3.2.Le « moment écologique », les « nouveaux » défis de l'humanité.....	43
3.3.Un nouveau paradigme de société, de nouveaux temps.....	50
3.4.Entrer dans la révolution numérique.....	54
4.UNE LIGNE CLAIRE POUR LE PARTI SOCIALISTE.....	56
4.1.Refondons le parti socialiste en tirant les leçons de ces avancées.....	57
4.2.Le constat.....	58
4.3.Avoir une ligne claire permettra déjà d'avancer dans ce sens.....	59
4.4.Différencier projet et programme.....	60
4.5.Des propositions :	61



4.6.Le parti de masse et le fonctionnement interne du PS.....	63
4.7.Des primaires de masse.....	63
4.8.Un statut pour les élus.....	64

0. INTRODUCTION

0.1. Les raisons de notre rassemblement

L'urgence de notre congrès : faire surgir une pensée réformiste.

Si nous nous sommes rassemblés pour écrire cette proposition, c'est que le Congrès de Reims nous semble démarrer sous de mauvais auspices.

Ce Parti, nous l'aimons. Nous voulons qu'il gagne !

Pour cela, il faut fédérer, rassembler, réfléchir ensemble, c'est pourquoi, rien ne serait pire que de nous engager, quatre ans à l'avance dans un combat qui n'aurait d'autre objet que de "pré désigner" notre candidat.

D'abord, pour garantir le bon déroulé du congrès : les manœuvres d'appareil risqueraient fort de l'emporter sur le débat d'idées.

Ensuite parce que, pendant quatre ans, le PS courrait le risque de s'autodétruire dans un combat de personnes. Hors aujourd'hui l'enjeu essentiel est de définir une ligne politique claire susceptible d'être entendue des Français.

Commençons donc par tirer les enseignements de notre histoire :

Nous avons compris désormais que ce n'est pas d'abord la personnalité de nos candidats qui les a fait perdre lors de la dernière élection présidentielle. Il ne pouvait y avoir plus différent que Lionel JOSPIN et Ségolène ROYAL.

Ce qui nous a conduit à l'échec, c'est l'absence de lisibilité de nos propositions. Les Français, plongés dans un environnement qui les inquiète et semble les

placer sur la voie de la régression, ne nous ont pas fait confiance pour répondre aux enjeux du monde d'aujourd'hui.

Et ce qu'ils attendent du Parti socialiste, ce n'est donc pas, comme certains le suggèrent, qu'il radicalise encore son discours mais qu'il prenne en compte les changements du monde d'aujourd'hui et qu'il soit à même d'apporter une réponse concrète pour améliorer leur vie quotidienne.

La Gauche a longtemps vécu sur un certain nombre de certitudes. Elles se sont effondrées.

L'utopie communiste incarnée dans les pays du socialisme réel s'est abîmée dans un double naufrage : naufrage des libertés et naufrage lié à son incapacité à supporter la concurrence avec l'économie de marché.

La pensée social-démocrate dont nous sommes issus a été évidemment beaucoup plus fertile dans sa volonté d'intégrer libertés, justice sociale et performance économique. Son modèle en a été la « Social-démocratie » scandinave. Il a marqué une partie des pays européens. Mais l'internationalisation de l'économie et par voie de conséquence, les limites des politiques économiques développées dans le cadre de l'Etat Nation sont venues en marquer les limites.

D'une certaine manière, l'histoire de notre parti en est une parfaite illustration : arrivés au pouvoir sur des politiques de relance, nous avons finalement été contraints d'accepter le « tournant de la rigueur » qui ne marquait pas une simple parenthèse mais actait un tournant dans l'Etat du Monde.

Être de Gauche, être Socialiste suppose d'abord de penser le monde dans lequel nous vivons pour ne pas être contraints de subir « le cours logique du monde tel qu'il va ».

Nous continuons à être portés par un idéal de progrès, de justice sociale, d'épanouissement de la personne humaine. Nous ne nous résignons pas à accepter le monde tel qu'il est aujourd'hui. Nous voyons bien chaque jour

l'insupportable souffrance de pans entiers de notre société, nous constatons l'inquiétude de couches moyennes de moins en moins confiantes dans leur avenir. Plus grave, nous sentons le recul constant des valeurs de solidarité, de respect, de service (notamment public) dans notre société. Nous voyons bien que la France vit une crise culturelle de ses valeurs républicaines fondatrices.

Le culte de l'argent et de la réussite individuelle ne peuvent résumer seuls l'avenir d'un pays, en fonder le lien social. Portant plus loin notre regard, nous mesurons l'ampleur des inégalités qui se creusent partout entre les pays mais aussi à l'intérieur de chaque pays.

C'est fort de nos expériences qu'il nous faut désormais « penser le monde en mouvement » pour regagner l'hégémonie intellectuelle. Elle seule nous permettra de gagner les nouvelles batailles politiques. Nous voulons que le Parti Socialiste redevienne le parti de la pensée. Une pensée que nous avons délaissée depuis trop longtemps et qui pourtant s'impose. Car nous savons tous qu'une page s'est tournée.

A ne pas le faire, nous devenons conservateurs. A ne pas le faire nous perdons notre capacité à dessiner des perspectives. A ne pas le faire, nous laissons des femmes et des hommes désabusés quant aux propositions que nous leur présentons.

Certains sont dès lors tentés par les discours de radicalité que peut leur tenir l'Extrême Gauche. Non qu'ils croient en la capacité de celle-ci de proposer un projet alternatif à l'ordre (ou plutôt au désordre du monde actuel) mais ce radicalisme leur apparaît le plus susceptible de porter leurs protestations devant une réalité porteuse de régression pour leur propre vie et pour celle de leurs enfants. L'histoire nous le montre. C'est toujours quand les Socialistes sont faibles que se développent des discours radicaux.

Une autre partie de nos concitoyens, lassés de nous entendre répéter les mots anciens, sera tentée par le discours réformiste de François BAYROU. C'est déjà largement ce qui s'est passé lors de la dernière présidentielle.

Il est donc urgent que le Parti Socialiste redécouvre un langage conquérant adapté au monde d'aujourd'hui. C'est de cette manière que nous retrouverons le meilleur de la tradition du socialisme : celui d'un socialisme clairement réformiste. Il nous faut pour cela redonner un sens au beau mot de réforme et non le laisser détourner comme on a tenté de le faire avec le nom de Jean Jaurès ou de Guy Môquet.

Le dilemme devant lequel nous sommes, le décalage entre des discours anciens et un monde qui change n'est pas nouveau, il a marqué toutes les étapes de l'histoire du socialisme.

Ce fut, dans le socialisme français, l'apport fondamental d'un Jaurès capable de transgresser un socialisme figé pour intégrer les valeurs de la République dans la pensée socialiste. Ce fut son combat en faveur des Dreyfusards dont il a montré qu'il n'était pas un combat bourgeois mais un combat pour l'Homme auquel les Socialistes se devaient de participer.

Ce fut, à l'intérieur du mouvement social-démocrate, l'intégration de politiques keynésiennes pour construire des politiques économiques conjuguant justice sociale et efficacités économiques.

Le temps est venu d'affirmer un nouveau réformisme capable de prendre en compte le mouvement du monde d'aujourd'hui :

- celui des révolutions scientifiques et techniques qui marquent notre époque,
- celui d'une globalisation économique qui bouleverse les rapports entre les acteurs économiques et politiques,

- celui de l'émergence de nouveaux pays qui jouent un rôle grandissant sur la scène mondiale,
- celui des déséquilibres démographiques qui marquent notre planète et viennent percuter de plein fouet chacun de nos pays,
- celui de ce « moment écologique » où pour la première fois l'homme se trouve confronté à un monde fini et à des ressources limitées.
- celui enfin du changement de nos modes de vie que ces différents facteurs ont révolutionnés.

0.2. Une démarche portée par les acteurs locaux

Cette volonté réformatrice affirmée, on pourrait nous demander en quoi notre position de responsables locaux nous donne quelque légitimité à la porter. N'y aurait-il pas derrière notre démarche la défense d'un localisme étroit, d'un socialisme "municipal" borné ?

Ce serait ignorer ce qu'est la réalité de nos villes, de nos départements, de nos régions aujourd'hui, ce serait méconnaître une histoire dont ils ont toujours été porteurs.

Dans son livre "Le pouvoir des villes", l'urbaniste Jean Haëntjens reprend une expression de Fernand Braudel sur les "Villes lièvres" et "l'Etat tortue". Fernand Braudel résume parfaitement l'une des caractéristiques majeures de notre système politique européen : Les Etats ont la puissance ; les villes et les territoires ont la créativité.

Depuis l'Antiquité grecque, les Cités ont toujours été à la pointe de l'innovation. Ce sont elles qui ont été à l'origine des deux principaux piliers de notre monde occidental : démocratie et échange marchand.

La capacité inventive des villes tient d'une certaine manière aux mêmes raisons que celles des PMI : réactivité, souplesse, positionnement concurrentiel, capacité à créer du désir.

L'essor des villes a d'ailleurs toujours été concomitant de cycles d'innovations technologiques. Cela a été le cas au XVI^e siècle où aux premières grandes inventions -imprimerie, boussole- correspond un âge d'or des grandes cités européennes. Cela a été vrai au XIX^e siècle, où elles ont fortement accompagné le développement de l'industrie. Les territoires urbains ont donc toujours joué un rôle novateur, chaque fois que la société doit changer de modèle de référence. Tout indique que nous sommes engagés, depuis les années 1980, dans un troisième cycle d'un renouveau des pouvoirs locaux correspondant à la nouvelle révolution scientifique en cours. Les villes sont à nouveau en mouvement. Nous sommes donc aujourd'hui en première ligne pour inventer un nouveau modèle de développement durable sur le plan économique, social et écologique.

Ce renouveau se traduit partout dans le monde par un accroissement significatif des compétences des villes, par un foisonnement d'innovations dans tous les domaines: innovation économique, lutte contre le réchauffement climatique, recherche d'une nouvelle cohésion sociale, mise en place de formes plus abouties de démocratie participative.

C'est pourquoi nous nous sentons fondés à intervenir dans le débat politique national pour contribuer à inventer, à partir de notre expérience de la gestion de nos territoires, un projet nouveau prenant en compte les mutations du monde. Car ces mutations, nous en sommes à la fois, au niveau local, les premiers spectateurs et même les premiers acteurs.

1. Un monde nouveau

Car c'est bien un monde nouveau dans lequel nous vivons aujourd'hui, un monde qui n'a plus qu'un rapport lointain avec celui dans lequel nous avons vécu jusque dans les années 70-80.

Il a connu en effet trois grands chocs qui l'ont totalement transformé :

> **Des révolutions scientifiques**, nouvelles technologies de l'information et des communications, bio et nanotechnologies nous ont fait rentrer dans un nouveau format historique qui a bouleversé l'ensemble de nos repères à l'espace, au temps et même au vivant :

- avec une accélération induite par les NTIC dans tous les autres champs de la science,
- avec un rétrécissement de l'espace qui fait que nous vivons aujourd'hui dans un seul et même monde,
- avec un changement de la nature même du vivant permis par les manipulations génétiques.

> **Une globalisation** dans laquelle de nouvelles forces sont apparues :

- avec des multinationales qui ont dépassé les Etats et déployé leur projet économique au niveau du monde entier,
- avec l'apparition de fonds de pension et de fonds souverains qui sont devenus les premiers investisseurs contribuant à la volatilité financière qui fragilise aujourd'hui le système économique mondial,

- mais surtout avec l'émergence sur la scène internationale de nouveaux pays qui bouleversent l'équilibre du monde.

En 90, après la chute du mur de Berlin et la fin du communisme, on nous annonçait la fin de l'histoire, les faits avaient tranché, le capitalisme et l'Occident avaient gagné. On ne séparait pas alors ces deux termes.

Aujourd'hui de nouvelles puissances sont apparues qui n'ignorent rien du capitalisme - y compris financier - alors que l'occident semble hésiter entre deux systèmes de pensée : régler tous les problèmes par la force (Etats-Unis) ou bien se payer de mots sans pouvoir peser sur la scène internationale (Europe).

La victoire sur « le péril communiste » a vécu et d'autres périls menacent : terrorisme islamique, incapacité à trouver les bases d'une entente commerciale, mouvements spéculatifs des fonds de pensions ou des fonds souverains.

> **L'émergence de l'urgence écologique** : la montée en puissance de notre système productif étendu aux pays émergents a abouti à un phénomène unique dans l'histoire des hommes : depuis les années 50, l'impact de nos activités sur la biosphère devient suffisamment massif pour en dérégler les grands mécanismes régulateurs, et en surexploités les ressources finies. Il se produit des dégradations globales que nous ne savons réparer. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère que le sociologue André Micoud appelle le « moment écologique » : celle de la gestion et de la régulation du vivant où la question de la vie devient la question majeure, où nous devons changer de vision et notre rapport au monde pour passer d'un système à un autre, où l'homme est maître et possesseur de la nature, où il n'est qu'un vivant parmi les vivants, responsable des conditions de tous.

Cette fin d'un monde ancien qui s'incarna largement dans le monde des Trente Glorieuses nous inspire aujourd'hui encore beaucoup de nostalgie. Pourtant aujourd'hui il est définitivement périmé.

Nous avons vu sa chute s'incarner dans nos territoires. Ce fut la fermeture de nos entreprises victimes d'un modèle industriel vieilli ou de la concurrence des pays émergents.

Nous avons vu l'Etat devenir de moins en moins capable de réguler une économie qui s'internationalisait.

Nous avons vu notre système d'Etat providence se gripper peu à peu et perdre de son caractère opérationnel.

Nos villes, nos départements et nos régions en ont longtemps porté les cicatrices !

Mais nous savons aussi que si l'on peut regretter cette époque, on n'y reviendra pas et qu'il nous faut donc redéfinir ce que peut être aujourd'hui une politique de gauche, qui propose une vision non bornée

> dans une économie mondialisée,

> dans un monde dont on sait désormais que les ressources sont finies, où l'homme a une réelle responsabilité vis-à-vis de l'avenir des générations futures,

Il nous faut le faire en ouvrant un large débat parmi les socialistes et leurs sympathisants.

Il nous faut le faire en prenant enfin en compte les analyses d'intellectuels et d'experts qui depuis des années tentent de nous alerter sur la voie à suivre pour réduire la dette publique, pour aborder avec lucidité le problème des retraites, du vieillissement de la population ou encore des défis climatiques et écologiques.

Dans cette redéfinition, nous entendons rester fidèles aux valeurs qui fondent le socle du Parti socialiste : celle du progrès, de la justice sociale et de l'épanouissement de la personne humaine. Il s'agit toujours pour nous, comme l'avait dit Jaurès, de « prendre en compte le Réel pour aller à l'Idéal ».

1.1. Affronter la mondialisation

Le réel aujourd'hui, c'est la mondialisation dont les caractéristiques se complexifient chaque jour.

Dans ce paysage en constante mutation, l'avenir pour notre pays peut paraître assombri - notre PIB par habitant est aujourd'hui de 30% inférieur à celui des Etats-Unis. Le retard de croissance cumulé depuis 1991 représente pour chaque Français un manque à gagner de 1800 euros par an, 15% du SMIC net annuel. Notre économie repose très largement encore sur des produits de moyenne, voire de basse technologie, en concurrence avec ceux des pays émergents et s'engage ainsi dans le cercle vicieux de la paupérisation : délocalisation, pression sur les bas salaires et les droits sociaux, désinvestissement dans la formation, dégradation de l'environnement.

S'ils veulent pouvoir porter un projet de défense du pouvoir d'achat, de maintien de la protection sociale, les socialistes ont donc à dire comment la France peut réagir. Et ils ne trouveront de crédibilité que s'ils opèrent une véritable révolution culturelle, notamment par rapport au monde de l'entreprise.

1.2. Maîtriser la dérive spéculative de l'économie internationale

Nous sommes certes fondés à dénoncer un certain nombre de dérives du monde actuel :

- une carence patente de la gouvernance dans le cas de la Société Générale et de EADS.
- la démesure de certains patrons lorsqu'ils s'accordent des revenus exorbitants alors même qu'ils prônent volontiers la rigueur pour les autres,
- les parachutes dorés octroyés à ceux-là mêmes qui ont failli dans leur entreprise.

Plus généralement, il nous faut constater que le passage d'un capitalisme industriel à un capitalisme financier pose un problème de fond.

La crise des Subprimes, dont on a pu voir qu'elle n'était pas qu'un épiphénomène mais qu'elle pouvait déboucher sur une récession mondiale, en est bien sûr un exemple.

Mais plus généralement on peut s'inquiéter du mouvement de glissement des investissements, des grandes firmes multinationales au profit d'organismes financiers. Les premiers réalisaient des investissements productifs. Les seconds visent à réaliser des plus-values à travers l'achat puis la revente à terme d'entreprises auxquelles ils n'apportent pas de valeur ajoutée mais dont ils peuvent au contraire entraîner la destruction d'une partie du capital productif.

L'époque est donc à la mise en place de nouvelles régulations dont sont d'ailleurs demandeurs les plus libéraux, dès lors que se retourne la conjoncture et que leurs placements spéculatifs tournent à la catastrophe. La crise qui s'annonce aujourd'hui aidera donc ceux, qui comme nous, croient que l'économie mondiale a besoin d'une régulation globale.

1.3. Soutenir l'innovation

Mais notre discours serait plus entendu si nous savions, dans le même temps, affirmer le caractère essentiel des entreprises pour l'avenir de notre pays. Car nous savons bien que pour réussir, nous devons nous appuyer sur elles, notamment pour faire émerger l'économie de demain, cette économie de la connaissance qui voit désormais la prééminence de la qualité sur la quantité, de l'innovation sur la rationalisation, de la souplesse et de la rapidité sur la rigidité. Une économie dont le facteur clé réside dans l'immatériel et où désormais le savoir-faire et la capacité créative sont les principaux ingrédients d'un capital humain qui devient la ressource majeure de la réussite.

La gauche doit donc être au côté des créateurs. Elle doit porter une politique favorable à l'investissement des entreprises, à celles qui font la croissance et ne se contentent pas de la rente.

La différence entre la prospérité et le déclin se joue souvent sur un demi-point d'écart de croissance accumulé pendant des années ou des décennies. D'un cycle à l'autre, notre économie ne doit pas manquer de ce supplément qui permet que le chômage n'augmente pas, que les comptes publics ne se dégradent pas et que nos entreprises restent compétitives.

Aujourd'hui, l'essentiel des créations d'emplois en France est réalisé par les PME, or celle-ci souffrent d'une politique économique et industrielle qui les ignore trop largement. Ce constat doit nous inciter à être à leurs côtés, à encourager notamment la croissance des entreprises moyennes qui peinent aujourd'hui à franchir le seuil critique qui leur permettrait de jouer dans l'économie française le même rôle que leurs homologues dans l'économie allemande.

Ce discours-là, non seulement nous le tenons mais nous le mettons tous en pratique au niveau local :

- En développant des politiques favorables à la création d'entreprises que ce soit au niveau de l'incubation, du financement, d'un immobilier dédié, ou de dispositifs d'accompagnement,
- En essayant d'accompagner nos PME pour qu'elles passent à la dimension supérieure,
- En investissant dans des politiques d'innovation capables de nous différencier par rapport aux pays émergents.

C'est parce que nous partageons ce constat, en tant que responsables locaux que nous nous sommes engagés avec autant de force dans l'émergence des pôles de compétitivité.

Dans nos territoires, l'objet de notre action est global. Il s'agit à la fois :

- de réorienter nos secteurs industriels traditionnels en les fécondant par de nouvelles technologies,
- de nous positionner sur les technologies nouvelles (NTIC, biotechnologies, nanotechnologies, Cleantechs ...),
- de repenser aussi nos processus de production dans le sens du maintien voire de la relocalisation d'un certain nombre d'activités (cf. le nouveau modèle d'entreprise en réseau mis en place dans le secteur textile).

Ainsi, nous pourrions à la fois défendre nos marchés intérieurs et nous positionner sur les marchés extérieurs.

Car nous n'oublions pas que si la mondialisation nous expose à la concurrence, elle peut aussi nous offrir des opportunités. Déjà, on estime que 70 à 80

millions de personnes ont dans chacun des deux pays en émergence, Inde et Chine, un revenu équivalent au revenu moyen des pays européens les plus riches. C'est là, l'émergence d'une nouvelle classe moyenne accédant à un pouvoir d'achat mais aussi à un mode de consommation qui se rapproche des standards européens. Les pays émergents continuent par ailleurs à avoir un retard énorme en matière d'infrastructures, en particulier pour tout ce qui est équipement des grandes villes en matière de réseaux d'eaux, d'assainissement, de transports. Il y donc a de belles opportunités pour nos entreprises et en particulier pour nos grandes entreprises.

La mondialisation n'est donc pas forcément synonyme de pleurs et de douleur, elle peut permettre au contraire le progrès simultané des uns et des autres.

1.4. Investir dans l'Université et dans la Recherche

Tout le défi pour nous est de passer d'une économie d'imitation qui perd des emplois à une économie d'innovation qui crée de la richesse. Il suppose, bien évidemment un investissement massif dans l'enseignement supérieur et la recherche. Les socialistes se doivent donc d'être porteurs d'une politique ambitieuse en ce domaine.

La France consacre aujourd'hui 1,1% de son PIB à l'Enseignement Supérieur c'est-à-dire un montant inférieur de 25% à la moyenne des pays de l'OCDE, inférieur de 40% à la Suède et inférieur de 50% aux Etats-Unis. Le sous investissement dans l'enseignement supérieur se retrouve dans la recherche, où au cours de ces dernières années les crédits affectés à la recherche publique sont passés de 1% à 0,8% du PIB. Il nous faut donc donner une vraie priorité à la recherche publique mais aussi à la recherche privée en soutenant cette dernière

par des mesures fiscales, en faisant surtout en sorte que tombent définitivement les barrières qui peuvent subsister entre les deux.

Notre outil de recherche et d'innovation doit trouver sa traduction en start-up. Là comme ailleurs l'exemple existe, il suffit de s'en inspirer et de mettre en place les synergies recherche / industrie. Cela existe dans les pays scandinaves. Nous pourrions aussi nous inspirer d'un petit pays comme Israël qui, avec à peine 6 millions d'habitants, est classé deuxième au Nasdaq.

Notre système de recherche est vertical. La science moderne fait appel à des disciplines différentes. Ses succès sont le résultat de coopérations interdisciplinaires. Il est urgent de décloisonner, de multiplier les occasions d'échanges et d'informations mais aussi de sensibiliser l'opinion et en particulier la jeunesse, à l'intérêt de la science. Au Royaume-Uni par exemple la télévision joue un rôle de premier plan en ce sens. Or ce problème est fondamental quant on sait que la Chine produit aujourd'hui 500 000 ingénieurs par an et que la France et l'Allemagne réunies n'en produisent que 80 000.

Les scientifiques français sont prêts à s'engager dans cette action. Il faut les mobiliser.

Il faut enfin donner à notre recherche une dimension européenne.

Dans l'optique de la stratégie de Lisbonne qui a pris tant de retard, il nous faut donc militer auprès des institutions communautaires pour un renforcement prioritaire des programmes de recherche et développement, en liaison avec les pôles de compétitivité. Car, en ne consacrant que 1,85% du PIB à la Recherche, l'effort européen est 50% moindre que celui des Etats-Unis et du Japon. On ne s'étonnera pas, dès lors, que l'Europe prenne économiquement du retard sur ces deux pays. On peut même s'inquiéter en voyant la Chine amorcer son décollage technologique avec un effort de recherche qui augmente de 10 % par an. Car une

chose est sûre : pour résorber les déficits publics, il faut que notre commerce extérieur cesse d'être structurellement déficitaire. Personne ne peut vivre en achetant plus qu'il ne vend. Il faut impérativement faire rentrer de l'argent en France.

Et ce ne peut être seulement avec des produits de milieu de gamme et les rares secteurs où la France excelle (luxe, agro-alimentaire et – pour combien de temps – l'aéronautique). Notre pays sait mal valoriser ses inventions et force est de reconnaître que les dispositifs financiers mis en place à cet effet restent relativement peu opérants. Si elle attire facilement les capitaux étrangers, le problème de la nationalité des entreprises se posera à terme. Sur ces problèmes une réflexion doit être menée avec ceux des pays européens qui partagent nos préoccupations. Faute de quoi nous n'aurons à offrir aux jeunes générations que des emplois de « services à la personne » et notre pays sera devenu un musée.

1.5. Diversifier les différentes formes de l'entreprise

Il n'existe pas qu'une seule forme d'entreprise. Les socialistes se doivent d'en populariser tous les types et en particulier de porter une attention plus grande au développement de l'économie sociale et solidaire dont certaines réalisations ont fait leurs preuves (dans la banque et l'assurance) et dont le champ mériterait d'être élargi. Là aussi des liens sont possibles avec les homologues de ces structures en Europe et même aux Etats-Unis. Ces réalisations sont peu médiatisées. A nous de les populariser et de les développer dans un projet économique tenant compte du capital humain, loin des excès du tout financier. Il y a là matière à un projet de société différent.

Enfin, la France a été capable, dans le passé, d'impulser de grands projets, il faut y revenir. Les sujets ne manquent pas qui peuvent tourner autour de

l'environnement, de l'eau, de l'agriculture, des transports de demain. Des appels à propositions devraient être lancés au niveau national puis européen.

2. Crise de l'État, crise de la démocratie

2.1. injustices sociales

Des inégalités palpables

Cette croissance des pays émergents ne signifie d'ailleurs pas une réduction des inégalités à travers le monde. Car s'il y a rattrapage global, l'accroissement de la richesse reste très mal réparti entre les pays et à l'intérieur même des pays. Selon les termes de la Banque mondiale, ce n'est pas la richesse qui se déploie dans le monde en ce début de XXI^e siècle mais au contraire la pauvreté.

Alors que la population va croître de 6,5 milliards à 7,6 milliards en 2020 pour atteindre un pic d'un peu plus de 9 milliards en 2050, aujourd'hui déjà,

- 20% de la population mondiale vit avec moins d'un dollar par jour (dont la moitié de la population de l'Afrique Subsaharienne et 3,5% de l'Europe centrale et orientale)

40% vit avec moins de deux dollars par jour (soit 2,5 milliards d'individus).

- Les 20% de personnes les plus riches possèdent 74 fois plus que les 20% les plus pauvres.

Ce phénomène est effectivement facteur de déséquilibres, de violences et de guerres, de détestation d'un modèle occidental qui laisse perdurer au niveau mondial de telles inégalités.

Réconcilier dynamique économique et progrès social

Nous voulons en France construire un modèle social gagnant. Nous savons qu'il ne pourra se réaliser qu'à partir d'une base économique renforcée. Mais la différence entre nous et le pouvoir en place, c'est que nous sommes persuadés que notre compétitivité économique ne peut être basée sur un abaissement généralisé des salaires et de la protection sociale. Car, si nous voulions retrouver une compétitivité qui ne serait basée que sur les seuls critères salariaux, il nous faudrait alors accepter des régressions très fortes.

Nous pensons, au contraire, qu'il existe un modèle de réussite économique qui permette de porter les valeurs de progrès et de justice sociale, fondement de l'identité socialiste.

A condition d'accepter de changer !

Vouloir sauvegarder notre régime de protection sociale ne saurait se confondre avec un immobilisme qui dégraderait dangereusement nos comptes sans pour autant résoudre le problème des inégalités. Cela doit au contraire nous amener à inventer des solutions à partir de ce qui a changé dans notre société depuis l'origine de notre Etat providence. Car celui-ci est devenu largement obsolète.

Nous voyons bien que dans la dernière période, les inégalités en France se sont à nouveau creusées : montée du chômage, de l'exclusion, de la précarité sans que notre système de protection sociale arrive à les résorber.

Il nous faut donc nous réinterroger sur les causes de ces nouvelles inégalités et mettre en place les dispositifs permettant de les résorber.

Il y a bien sûr au premier plan dans notre pays un problème de partage de la richesse. On ne peut que constater que les politiques en cours se traduisent à la fois par une aggravation de la charge fiscale réelle sur les ménages et en même temps par un report de charges sans précédent sur les générations futures. Nous aurons à définir des propositions qui réintroduisent une réelle solidarité entre les différentes composantes du corps social.

Mais plus globalement c'est tout notre régime de protection sociale qu'il nous faut réexaminer.

Le chômage d'aujourd'hui ne correspond plus au chômage des Trente Glorieuses où la règle était l'emploi à vie dans la même entreprise et où il s'agissait d'assurer une protection aux marges dans une société de la stabilité. L'entreprise d'aujourd'hui a changé : elle n'a plus la même visibilité dans le temps, elle doit s'adapter aux variations de la demande, elle doit faire preuve de flexibilité. Les nouveaux salariés savent qu'ils ont de moins en moins de chances de réaliser l'ensemble de leur carrière professionnelle dans une même entreprise, qu'il leur faudra en changer voire se réorienter dans d'autres domaines d'activité. Il faut qu'entre deux périodes d'activité ils puissent bénéficier d'une sécurité personnelle qui leur garantisse un maintien quasi-total de leur revenu pour suivre la formation qui leur permettra d'assurer leur reconversion.

Un certain nombre de pays (Danemark par exemple) ont choisi des régimes combinant une forte protection des salariés temporairement sans emploi tout en garantissant à l'entreprise une forte capacité de flexibilité.

Les pays qui ont adopté ces politiques de flexi-sécurité sont aussi des pays où le chômage est le plus bas. Les socialistes pourraient avoir quelque intérêt à regarder cet exemple de près.

Mais le chômage aujourd'hui n'est pas qu'un problème lié à la seule entreprise. Il résulte d'une crise bien plus profonde de notre société. Le chômage n'est en effet pas uniforme dans tous nos territoires, il se concentre essentiellement dans ce qu'on appelle les « quartiers en difficultés ou les communes en difficulté » où il dépasse souvent les 20%.

Il est donc intimement lié aux inégalités sociales qui marquent notre pays et s'inscrivent géographiquement dans nos territoires.

Nous connaissons la situation de nos quartiers des années 60 devenus de véritables territoires de relégation. Nous avons tenté d'y mener dans le passé des politiques qui s'inscrivent dans la seule problématique de ces quartiers, elles ont échoué. C'est donc que la question était ailleurs : dans une paupérisation, une marginalisation et une forme de ghettoïsation croissante. C'est, en effet, à partir de là que s'enclenche la spirale de l'échec et de l'exclusion.

C'est donc à une véritable politique de recomposition sociale de nos villes qu'il faut nous attaquer de manière à casser un phénomène inégalitaire qui commence dès l'école primaire là où les enfants des quartiers défavorisés ont évidemment beaucoup moins de chance de réussir que les enfants fréquentant les écoles de la ville-centre.

Or, leur échec est un échec pour notre pays dans son ensemble. Notre seule ressource, en effet, est la ressource humaine. Il n'est pas supportable que tant de jeunes sortent chaque année du système scolaire sans formation et sans diplôme. C'est un gâchis tragique. A quand une orientation pertinente ? Il n'est pas supportable que l'injustice perdure pour qui veut sortir de son milieu et de son lieu d'origine. La difficulté pour les jeunes des milieux les plus défavorisés pour trouver leur voie doit être surmontée. Pour cela un accompagnement des jeunes en difficulté scolaire doivent être mis en place, jusqu'au rattrapage en

milieu normal. Les écoles de la deuxième chance doivent être implantées partout où c'est nécessaire, avec leurs méthodes individualisées. L'usage de l'alternance et l'acquisition de comportements sociaux destinés à aider leur parcours devraient être généralisés.

Certes, une telle politique sera coûteuse. C'est la raison pour laquelle il faut faire des économies sur le train de vie de l'Etat, la multiplicité et la lourdeur des administrations, le maquis des procédures.

Mais ce n'est pas en supprimant des postes dans l'Education nationale que le problème du déficit sera réglé. On creusera seulement un peu plus, faute d'un encadrement – qui devra bien sûr être évalué – le fossé avec des jeunes mal orientés, mal intégrés à la société et dans de nombreux cas à sa charge.

Une action auprès des parents, parfois absents ou démissionnaires est indispensable. Mais, on l'a dit, le problème de fond est de changer la ville, de remettre de la mixité sociale dans nos centres ville ou leurs banlieues aisées tout en suscitant une nouvelle dynamique urbaine dans nos banlieues par des politiques qui amènent à la fois de nouvelles activités économiques et une diversification des populations. C'est par de vraies politiques de mixité sociale, que nous enrayerons les phénomènes de l'échec scolaire, du chômage et de l'exclusion.

« Migrations et co-développement »

On ne peut sérieusement considérer le dossier de l'immigration dans le cadre des débats circulaires et redondants actuels. On doit délibérément projeter ce dossier dans l'avenir à 20 ou 30 ans car c'est le seul moyen de penser ce que peut et ce que doit être alors une politique migratoire. Le monde dans 30 ans sera plus global encore, les mobilités planétaires accélérées et les pressions migratoires plus fortes mais aussi plus diversifiées dans les demandes qu'elles recouvriront

(du tourisme généralisé aux migrations de travail, d'études et aux catastrophes...). Par contre les frontières si elles auront pu se déplacer, si elles auront pu redessiner des espaces de plus libre circulation régionale, seront aussi plus fortes pour définir des sous-ensembles de droit cohérents.

C'est en pensant ce contexte à 30 ans que l'on doit afficher que les politiques migratoires seront de toute façon et par qui que ce soit aux commandes (qu'elles soient plus ouvertes ou plus fermées selon les circonstances politiques et économiques) plus « administrées ». La contrepartie du développement des mobilités et des migrations, de leur possible expansion sera une plus grande administration des personnes et des flux. L'exemple de l'Europe montre d'ailleurs que la production normative de contrôle se multiplie en raison même du développement d'un espace régional plus libre. Ce paradoxe est d'ailleurs à peu de choses près celui de la démocratie et c'est pour cela qu'il est si important de l'assumer.

Tournée vers l'avenir cette plus grande administration des migrations impliquera des outils et des technologies nouvelles qui sont d'ailleurs déjà ébauchés aujourd'hui, à condition qu'elles n'affectent pas les libertés individuelles. Elles seront là au secours du droit.

700 millions de personnes n'ont pas d'état civil, ne sont pas des sujets de droit. Quand on renonce à identifier des personnes, on renonce à leur donner des droits ; quand on ne compte pas les gens, c'est qu'ils ne comptent pas. Les outils ne sont pas mauvais a priori, c'est leur usage qui doit être encadré et contrôlé démocratiquement.

Le dossier des migrations sera l'un des plus importants dans l'avenir et un défi pour les systèmes démocratiques tant il touche l'humain dans la communauté mondiale. Aucune solution ne sortira d'une seule approche compassionnelle. Dédier une véritable administration humaine, formée, technologiquement équipée, équitable dans sa pratique à ce grand dossier des migrations est indispensable. Il faut en faire une révolution administrative et sortir

l'administration de ces personnes de la culture des services des cartes grises. Un grand ministère des migrations, ouvert à l'international, désespéré de ses questions d'identité, sera absolument nécessaire ; d'ailleurs aucune politique de co-développement ne pourra s'échafauder sans mettre au cœur de celle-ci la question partagée des flux migratoires. Ces flux sont d'ailleurs les seuls et réels éléments de tension et donc de négociation entre les parties prenantes au « co » développement. Le reste n'est que business ou charité.

C'est pourquoi nos débats actuels sont dépassés et le plus dépassé d'entre eux est celui sur la régularisation. Il ne parle pas de demain mais d'hier et de nos échecs. Les migrations ne peuvent se penser en dehors d'une règle du jeu et de la régularité des flux d'entrée et de sortie d'un pays ou d'une région. Ce sera d'ailleurs le seul moyen de faire encore place demain à des dérogations d'ailleurs prévues par nos conventions internationales et qui resteront nécessaires pour accueillir par exception les persécutés, les sinistrés des guerres et des catastrophes. L'exception est issue de la règle et n'est pas la règle. La règle, c'est pour tout le monde. Faut-il le rappeler ?

Les femmes

Le parti socialiste est féministe, ainsi qu'il l'affirme dans ses principes aujourd'hui, ainsi qu'il le disait déjà dans les années 70.

Les acquis de la deuxième moitié du XXème siècle dans les sociétés avancées – accès des femmes à la maîtrise de leur corps (par la contraception et le droit à l'IVG), droit de vote, progression de la scolarisation et de la formation - ont considérablement transformé la vie des femmes, leur place dans la société, l'image qu'elles avaient d'elles-mêmes, et que la société avait d'elles, la conviction du rôle qu'elles doivent jouer.

Les femmes ont changé et par là les relations entre les hommes et les femmes se sont profondément modifiées. Notre société est en train de chercher un nouvel équilibre et ce moment –passionnant- n'est pas sans difficultés.

La question qui se pose aujourd'hui aux socialistes est de savoir s'ils veulent accompagner cette transformation des relations, des équilibres entre les hommes et les femmes, et favoriser la mise en place d'une société équilibrée et harmonieuse où chacun aura sa place à égalité, ou s'ils préfèrent laisser les choses avancer sans eux, afin de préserver un fonctionnement de parti machiste qui n'est plus en phase avec la société.

Le Parti Socialiste est aujourd'hui dans l'opposition, il a en face de lui un gouvernement qui, au-delà de l'affichage de quelques femmes médiatisées, n'a aucune ligne politique égalitaire vraie en faveur des femmes et de leurs droits. Au contraire les dernières mesures montrent sa détermination à détruire ce qui avait été parfois difficilement gagné auparavant : suppression du service des droits des femmes et du réseau des déléguées régionales et départementales aux droits des femmes dans le cadre de la RGPP, diminution du remboursement des médicaments, autorisation de déroger à la mixité à l'école.

> reconnaître les problèmes des femmes

Emploi :

- Travail : temps partiel non voulu, mauvaises conditions de travail, humiliations, harcèlement sexuel, salaires : rattrapage en panne depuis les années 90 ; plafond de verre qui empêche l'accès des femmes aux postes de responsabilité.
- Retraites, différentiel important avec les hommes,
- 90% des familles monoparentales ont une femme pour chef de famille, 46% sont au dessous du seuil de pauvreté,

- dérivées de la fuite en avant de grossesse en grossesse pour percevoir des allocations, API
- Logement, beaucoup de femmes seules avec enfants logent chez leurs parents : pas de vie personnelle possible,
 - Cela ne touche pas que les couches les plus modestes, il y a un appauvrissement des femmes des couches moyennes en particulier à cause de la dégradation des salaires : il est urgent de faire respecter les lois Roudy et Génisson.

Droits propres

Sans parler de recul, les droits marquent une stagnation. Montée des intégrismes religieux contre l'avortement et la contraception,

Difficultés d'accès à l'avortement (clause de conscience des médecins de plus en plus opposée), trop peu de cliniques et d'hôpitaux où se pratiquent les avortements dans de bonnes conditions, lenteur des dispositifs d'où dépassement des dates,

Nécessité d'aller à l'étranger faire pratiquer les avortements : la Hollande (en Espagne , c'est devenu impossible)

Contraception, malgré les progrès des différents types de contraception, difficile de convaincre les femmes et les médecins de changer les pratiques pour des contraceptifs.

La transmission de cette culture n'a pas eu de prise sur les jeunes générations

Violences :

Chiffres toujours très élevés de morts par violences et des viols (corroborés par toutes les sources),

Lieux d'accueil pour femmes battues trop peu nombreux,

Travail sur les hommes violents : ce devrait être un problème de santé publique, pris en charge

Violences à l'école : problème réels liés à l'absence de réflexion sur la co-éducation. Graves dérives en collège partout en France et tous milieux confondus, incapacité des adultes encadrant à donner une réponse convenable. Pas de formation des enseignants, mur de silence

Problème de l'utilisation des téléphones portables, de l'image comme arme.

En outre, les associations de droits des femmes (CIDF, MFPPF, par ex.) sont dans une situation financière toujours très instable, voire précaire.

> transformer les pratiques du parti socialiste

L'engagement des femmes au parti socialiste est important et ancien. Elles n'y sont cependant pas reconnues au niveau de leur investissement, de leur travail militant et de leur impact sur la population.

Les investitures :

- il faut faire respecter strictement la loi sur la parité, dans son esprit et pas seulement dans sa lettre, c'est-à-dire qu'il faut qu'il y ait effectivement 50% de femmes élues dans les deux chambres, (cela ne trompe personne qu'il y ait 50% de candidates !) Il faut donc que l'on permette aux femmes de se présenter dans des circonscriptions gagnables. En 2007, 65% des candidates aux législatives se présentaient sur une circonscription difficile ou perdue d'avance.
- Les femmes sont, malgré la loi sur la parité, de fait éliminées des sphères de pouvoir. Par un jeu pervers, le pouvoir se déplace lorsqu'elles arrivent (ex. il s'est déplacé des conseils municipaux où

s'applique la loi, dans les EPCI où elle ne s'applique pas et où elles ne siègent donc pas.),

- Les structures (EPCI, conseils généraux) doivent être assujetties à la loi sur la parité,
- les règles archaïques qui régissent les désignations des candidats doivent être remises à plat. Quels sont les critères ? être connu (mais de qui ?), le cursus honorum qui profite aux hommes et plombe les femmes,

Leur place dans les rouages du parti est très insuffisante

- Le secrétariat, le bureau et le conseil national doivent être paritaires.
- Cette disposition doit aussi être respectée dans les fédérations.
- Les femmes doivent être présentes dans toutes les commissions à commencer par la commission électorale, afin d'assurer une véritable transversalité.
- Les secrétaires fédérales aux droits des femmes doivent être effectivement désignées et les moyens financiers doivent leur être donnés pour qu'elles puissent travailler avec le secrétariat national.

> des propositions symboliques, des propositions concrètes

> Adoption de la Charte Européenne des Droits des Femmes (Accre) et comité de suivi de la mise en place de cette Charte,

> Création d'observatoires locaux de Droits des Femmes, avec mission de travailler sur ces sujets et de faire émerger les problèmes des femmes en relation

étroite avec les associations, les syndicats, les mouvements d'éducation populaire, etc.

En conclusion, rappelons ce que nous disions en 2005 :

« Le féminisme est un projet politique de transformation sociale et sociétale.

Lorsque les relations entre les femmes et les hommes changent, c'est toute la société qui est amenée à changer. »

Le logement

Il est certes convenu, mais toujours aussi vrai, de considérer que la question du logement est fondamentale pour la population. Sans logement, pas de travail, pas d'intégration, pas de perspectives.

Logements d'urgence, PLAI, PLUS, PLS, PLUS CD, PLS étudiants, PLS foncière, PASS foncier, Accession Libre, défiscalisation, collectif, individuel, pour les jeunes, pour les personnes âgées, pour les personnes handicapées, multiplicité des acteurs, etc. la chaîne du logement est d'une complexité rare et à forts enjeux politiques.

Idéalement, une politique du logement devrait être appréhendée sous l'angle de la mobilité résidentielle choisie, ce qui implique des logements adaptés aux besoins et contraintes, différentes et successives, de la vie de chaque ménage.

Depuis 2002, la politique conduite par la Droite est toute autre. S'il est incontestable qu'il y a eu une relance forte de la construction de logements, y compris sociaux, les résultats annoncés à grand renfort de communication ne sont pas au rendez-vous.

Ses décisions ont même contribué fortement à un blocage sans précédent de la mobilité résidentielle :

- Dispositifs de défiscalisation (de Robien, Borloo recentré ou populaire) encourageant la spéculation foncière et immobilière, de qualité moyenne voire médiocre ; constructions inadaptées à la demande, que ce soit pour la localisation ou la solvabilité des ménages
- Absence de mesures coercitives pour faire respecter les obligations de construction de logements sociaux
- Réduction des budgets nationaux du logement au regard des objectifs affichés et transferts des coûts sur les collectivités
- Augmentation sans précédent des coûts de l'énergie (gaz notamment) dans un contexte international défavorable pour favoriser une fusion capitalistique ; réduction des aides personnalisées au logement
- Un programme de rénovation urbaine, ambitieux et justifié, mais non assumé financièrement par l'Etat et qui a fortement encouragé les démolitions / reconstruction réduisant de facto le développement de l'offre locative sociale et de la réhabilitation du parc public et privé
- Une forte incitation à la vente de logements sociaux
- ...

L'ensemble sur fond de discours glorifiant le mythe du « tous propriétaires » qui correspond à une profonde aspiration de la population mais qui devient de plus en plus inaccessible pour partie du à des facteurs extérieurs multiples (coût des crédits, décohabitation...), et pour partie à cause des conséquences des décisions gouvernementales. Ce qui génère inmanquablement frustration et jalousie alimentées par un discours de la Droite opposant les catégories de population pour mieux masquer ses responsabilités.

Au final, nous assistons à une précarisation croissante de la société au regard de la question du logement symbolisée notamment par le nombre de travailleurs SDF et par le taux d'effort des ménages pour leur logement (passé de 25% en 2005 à plus de 40% aujourd'hui), à une segmentation accrue du parc immobilier, à un blocage de la mobilité résidentielle avec des risques de ghettoïsation plus forts encore à terme d'autant que le désengagement de l'Etat sur la politique de la ville est massif.

Pour faire face aux conséquences négatives de la politique gouvernementale et aux évolutions de notre société, ce sont les collectivités locales qui sont une nouvelle fois mises à contribution et se retrouvent en première ligne pour tenter de réguler l'ensemble de la chaîne du logement, notamment sur la question foncière déterminante.

De fait, les moyens réglementaires à disposition des collectivités ne manquent pas et nombreuses sont celles qui vont au-delà de leurs seules prérogatives pour tenter d'apporter des solutions pérennes à cette crise qui touchent de plus en plus de personnes.

Les initiatives sont multiples, mais inégales selon les territoires en fonction de l'antériorité et de l'expérience des collectivités sur cette question. Globalement, il y a une montée en puissance des collectivités dans la connaissance du marché local du logement et dans l'utilisation de nombreux outils à partir des compétences d'urbanisme et de l'habitat, mais pas uniquement : établissements publics foncier local, servitudes de mixité et/ou de diversité sociale, conditionnalité des aides à la production, conventionnement avec les bailleurs, les promoteurs, dialogue constructif avec les communes, commissions d'attribution, aides à l'accession sociale, rénovation urbaine...

Les collectivités locales, majoritairement de Gauche, sont donc aujourd'hui en position d'apporter des réponses, sans faire de miracle et en tenant compte de leurs contraintes budgétaires, à la crise du logement.

Encore faudrait-il que l'Etat abandonne son dogme libéral de socialisation des pertes et privatisation des profits qui, appliqué à la politique du logement, conduit à vouloir étouffer les territoires et les acteurs sociaux en les cantonnant à la prise en charge de la seule grande précarité, en décidant autoritairement de mesures qui viennent anéantir les tentatives de régulation du marché pour, au final, une dépense publique qui explose à la mesure des scandaleux profits des investisseurs immobiliers, mais qui ne parvient pas à enrayer la crise.

Il faut par conséquent une action volontariste de l'Etat, non pas segmentée et dérégulatrice, mais coordonnée avec les acteurs locaux de l'habitat, pour orienter ses aides vers des investissements qui concourent à la satisfaction des besoins à la mobilité résidentielle tenant compte des situations sociales et des capacités contributives de chacun.

Parce qu'au final, si nous voulons permettre aux ménages d'accéder à ce qui est souvent leur but ultime, la propriété, il faut que la puissance publique organise le marché et concentre son intervention budgétaire sur les besoins réels.

Et aujourd'hui, lorsque 80 % des ménages d'une agglomération sont éligibles au logement social sous toutes ses formes, lorsque une part grandissante des familles est obligée, une fois les charges de son logement acquittées quand elle en occupe un, de ne pas satisfaire ses besoins vitaux, il est de la responsabilité de l'Etat de concentrer ses moyens sur la réalisation de logements sociaux adaptés, y compris par la contrainte. Les collectivités montrent souvent la voie ; à l'Etat de les y aider.

2.2. Crise institutionnelle

Une décentralisation inachevée

Transferts de compétences vs. Transferts de moyens

Les élus locaux que nous sommes doivent faire face à un comportement paradoxal de l'Etat vis-à-vis des collectivités locales. Ce paradoxe s'exprime à travers une décentralisation imparfaite - car jacobine et pas assez volontariste - et un discours stigmatisant les collectivités locales de manière caricaturale. Nous sommes le réceptacle de lois et décisions gouvernementales, que nous sommes tenus de mettre en application sans y avoir été associés, avec des moyens (financiers, humains, techniques) et des délais inappropriés. Il y a là une contradiction entre la multiplication des transferts de compétences de l'Etat aux collectivités locales et les transferts de fonds qui devraient en découler. Ces pratiques de déresponsabilisation de l'Etat mettent les élus locaux face à des difficultés quotidiennes pour assumer des tâches de plus en plus lourdes, dans un contexte de tensions financières importantes, et de réformes inadaptées de la fiscalité locale. Ce qui s'avère dommageable, voire dangereux, pour nos concitoyens, pour nos entreprises et donc pour la France.

Cette décentralisation n'en est pas vraiment une, et nous en sommes les premiers témoins. Car dans une dynamique crédible de décentralisation, les collectivités locales devraient monter en puissance et croître (pas uniquement en termes de responsabilité), avec une régulation parallèle de l'Etat en effectifs, dépenses et fiscalité, afin d'atteindre progressivement un équilibre. Or, le dispositif actuel témoigne en réalité de l'absence de choix de la droite gouvernementale, d'un Etat structurellement mal préparé, qui a tendance à se croire au-dessus de la société mais se trouve en dehors.

Simplifier le « mille feuilles »

S'ajoute à cela le manque de cohérence dans l'articulation des différents échelons de responsabilités et de clarté dans la répartition des compétences, qui génèrent d'autres difficultés. Aujourd'hui le rôle des collectivités locales ne se limite plus à celui de « simples » gestionnaires. Elles élaborent et mettent en œuvre des politiques concrètes de développement de leur territoire. Mais pour accroître l'efficacité et la lisibilité de leur action, il est nécessaire de démêler ce « mille feuilles » de compétences entre les Régions, Conseils Généraux, Communes et intercommunalités. Cette superposition est préjudiciable pour tous : elle génère aujourd'hui beaucoup de dépenses tout en freinant l'efficacité. Elle illustre en fait une tendance à la dépolitisation et à la déresponsabilisation de l'Etat dans ce domaine.

Le summum, de ce point de vue, est évidemment l'état de l'Ile de France où le morcellement des territoires atteint son paroxysme entraînant une certaine paralysie économique, une concurrence des communautés d'agglomération entre elles et des phénomènes de ségrégation sociale (vers le haut et vers le bas) que viennent périodiquement souligner les phénomènes de violence urbaine d'un niveau inconnu dans les autres grandes agglomérations françaises. Il serait dommageable que la gauche n'ait pas de positionnement commun sur de tels problèmes et laisse Nicolas SARKOZY à la manœuvre pour définir ce que doit être le Grand Paris.

Il est aussi nécessaire de permettre une simplification des règles, et d'instaurer une véritable relation de confiance, afin d'aboutir à un vrai et vaste mouvement de décentralisation, aux bénéfices partagés.

Reconnaître la capacité d'innovation des territoires

Ce fonctionnement étatiste est également une négation de la capacité d'innovation des territoires locaux et du rôle qu'ils jouent dans la réussite

globale de notre pays. En inventant les expressions de « villes lièvre » et d'« Etat tortue », Fernand Braudel a merveilleusement résumé l'une des caractéristiques majeures de notre système politique européen : Les Etats ont la puissance, les collectivités locales ont l'inventivité. Aujourd'hui, plus que jamais, il faut que cette créativité soit libérée. Il faut que les territoires puissent démultiplier cette créativité, inventer les nouveaux modèles de solidarité, permettre le retour de l'ascension sociale.

Nous sommes porteurs d'une culture de l'innovation et participons pleinement à la montée en puissance de la France. A l'Etat central d'être porteur de la stratégie et de la solidarité nationale, permettant de mieux structurer les échelons territoriaux, d'accroître leur efficacité ainsi que celle des services publics, et de réduire le fossé grandissant entre l'Etat et la population.

Fiscalité locale, dette publique

(Source : INSEE, Comptes nationaux annuels des administrations publiques de 1978 à 2007 en base 2000)

Avec l'augmentation des compétences et des responsabilités locales et le désengagement financier de l'Etat, il nous reste peu de leviers pour mettre en œuvre des actions ambitieuses. Le discours qui émane de l'Etat consiste à pointer du doigt les collectivités locales et à stigmatiser la hausse de la fiscalité locale, tout en diminuant ses dotations, pourtant nécessaires au bon fonctionnement et à nos capacités d'assumer les responsabilités qui nous sont transférées. Ce discours est d'autant plus dangereux et injustifié que l'Etat maintient une fiscalité constante, en réduisant ses compétences et donc ses besoins. On ne peut chercher à accroître indéfiniment les dépenses publiques tout en diminuant les impôts locaux...

La fiscalité est l'un des enjeux pour répondre aux besoins de nos populations, dans des domaines du quotidien tels que les transports en commun, le logement à des prix accessibles, la résorption de la fracture numérique... mais aussi pour

anticiper les bouleversements de nos sociétés et assurer la compétitivité de nos territoires.

Les collectivités locales sont-elles pour autant des administrations publiques bien peu vertueuses ? A regarder les chiffres d'un peu plus près, rien n'est moins sûr...

Depuis 1982, l'évolution de l'endettement des administrations publiques locales au sens de Maastricht est 3 fois inférieure à celle de l'Etat (en pourcentage du PIB). Contrairement à l'Etat, les collectivités locales sont relativement peu endettées. Le surpoids des dépenses publiques est principalement imputable au comportement de l'Etat, qui n'a pas voulu mettre en place les réformes cohérentes avec son discours et avec l'intérêt des français. Au contraire, il multiplie les cadeaux fiscaux qui bénéficient aux plus riches, en dépit du bon sens qui aurait voulu que cet argent public prépare l'avenir en finançant des actions pour l'éducation, la recherche et l'innovation, la santé, etc.

En 25 ans, la part des collectivités locales dans les dépenses publiques de la nation n'a cru que de 4% (elles représentent aujourd'hui 21%). Dans le même temps, la part des villes, intercommunalités, départements et régions dans les investissements publics est passée de 66 à 73%. Elles investissent plus (ce sont les 1ers investisseurs locaux), contiennent relativement bien leurs dépenses, et leur coût de fonctionnement a diminué. Difficile de faire beaucoup mieux dans le contexte actuel...

Aujourd'hui, ce sont les collectivités locales qui investissent dans tous ces domaines, tirent la croissance vers le haut et préparent au quotidien la France de demain.

Une Europe qui sache redonner un sens à son action

Nous sommes des Européens convaincus, mais force est de reconnaître que l'idée européenne est aujourd'hui en panne. C'est peut-être qu'elle apparaît

aujourd'hui manquer de sens. L'Europe s'était jusqu'alors construite sur des visions fortes que tous les Européens pouvaient s'approprier.

Lorsque les pères fondateurs ont pensé l'Europe c'était d'abord pour promouvoir la paix. Ils fondaient leur politique sur le partage de ce qui faisait alors la puissance (le charbon et l'acier), puis ils décidèrent de consolider ce processus de paix par la construction d'une base économique commune.

Lors des politiques d'élargissement, l'avancée de l'Europe avait encore du sens. Il s'agissait de permettre aux pays sortant de la chape de plomb du « socialisme réel » d'intégrer un espace de liberté et de prospérité.

Depuis quelques années, les politiques développées ont moins de visibilité. On comprend bien le but ultime des traités : promouvoir une Europe politique qui se doterait d'une présidence pour assurer une certaine stabilité et une continuité dans les actions entreprises, permettre à l'Europe d'avoir une personnalité qui puisse parler en son nom dans les problèmes de politiques étrangères.

Mais la question est de savoir quels objectifs seraient visés au travers de cette gouvernance nouvelle. Le problème posé à l'Europe aujourd'hui est donc moins le comment faire mais le quoi faire. Il est le contenu de ces politiques.

On connaît les préoccupations des Européens. Elles sont concrètes. Comment résister à la concurrence des pays à bas salaires, protéger leur niveau de vie, conserver une avance scientifique et technique. Force est de constater que ces interrogations ne sont pas au cœur du débat public européen.

C'est peut être pourquoi s'est développée progressivement une sorte d'indifférence à l'égard de l'Europe. C'est peut être pourquoi aussi, lorsqu'on les interroge sur les traités, les Européens votent non. Non par refus de l'Europe mais par refus d'une Europe qui leur semble être devenue abstraite, éloignée des grands problèmes qu'ils se posent.

Le premier problème qui les angoisse est bien évidemment celui de la mondialisation et de l'émergence de nouvelles puissances (Chine, Inde, Brésil) dont ils voient bien qu'elles concurrencent nos productions, qu'elles attirent un

certain nombre de nos grandes entreprises qui délocalisent pour bénéficier des bas coûts de la main d'œuvre. Leurs inquiétudes ne pourront que s'accroître lorsqu'ils constateront que ces pays amorcent leur révolution technologique, qu'ils attirent de plus en plus, non seulement les entreprises ayant besoin de main d'œuvre mais aussi un certain nombre de centres de recherche et de développement. La Chine est devenue le premier exportateur de produits TIC, même si ses exportations portent encore sur des produits de gamme courante (mobiles, lecteurs de CD, télévision).

Au total, il est vrai qu'un tel mouvement est impressionnant. Un rapport publié par Goldman Sachs fin 2003 sur les perspectives d'évolution de ce que les économistes appellent les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) montre que dans moins de 40 ans leurs économies cumulées pourraient être plus puissantes que les économies de l'ex G6 (Allemagne, France, Italie, Japon, Royaume Uni et USA). Pour sa part, la Chine pourrait dépasser l'Allemagne d'ici 2060, et deux seuls pays de l'ex G6 (USA et Japon) pourraient demeurer parmi les 6 plus grandes économies mondiales.

Des partenaires indispensables

Des syndicats confrontés aux mêmes tendances que les élus locaux

Confronté à une crise incontestable de la représentativité, les instances syndicales rencontrent au niveau local des contraintes similaires à celles auxquelles les élus de terrain doivent répondre : des revendications face à la désindustrialisation, une précarité grandissante des contrats, l'atomisation du salariat, et une remise en cause progressive des garanties sociales octroyées suite aux luttes syndicales du XXème siècle. A l'image de la popularité des élus locaux par rapport aux édiles nationaux, la crise de légitimité des instances syndicales s'estompe lorsque qu'elles se rapprochent des préoccupations réelles et quotidiennes des travailleurs. Cela semble plutôt logique puisque, confrontées

aux combats de terrain, la virulence des débats idéologiques qui agite les centrales syndicales passe au second plan lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de salariés menacés de délocalisation, confrontés aux non-renouvellement des effectifs et à la remise en cause de leurs acquis.

C'est ainsi qu'au niveau local, le dialogue s'instaure plus facilement entre élus et syndicats, conscients de leur convergence d'intérêts à maintenir l'emploi sur leur territoire. C'est cette vision pragmatique que nous revendiquons aujourd'hui au niveau national. Les échanges entre politiques et représentants syndicaux doivent s'établir dans une confiance libérée du poids et des passifs idéologiques. La faiblesse de la représentativité syndicale est trop souvent pointée comme un facteur de délégitimation des revendications. Le système français, en décidant de d'institutionnaliser un nombre limité de centrales syndicales puis de geler la représentation en accordant à ces dernières un statut privilégié n'a fait que répondre à des intérêts corporatistes qui satisfaisait les intérêts des centrales elles-mêmes (légitimées comme du pouvoir politique (en limitant le nombre d'interlocuteurs labellisés « crédibles »)). Ce système a fait son temps et doit aujourd'hui évoluer. L'attentisme qui aujourd'hui prévaut joue en faveur des pouvoirs économiques en place et de leurs relais dans la sphère politique. Alors que le rapport de force est clairement déséquilibré en faveur du patronat, il faut pouvoir garantir une véritable représentation des syndicats, sans quota ni barrière et promouvoir peut-être en parallèle de nouvelles formes d'expression des revendications de travailleurs.

Des acteurs associatifs partenaires

Le dynamisme associatif est créateur de lien social, source d'inspiration et d'innovation pour le politique. Les associations montent en puissance au niveau local de façon beaucoup plus forte et transparente qu'au niveau national, notamment grâce au développement récent des dispositifs de démocratie

participative, qui ont changé en profondeur et sans doute de façon durable les modes d'exercice du pouvoir au niveau local. Même s'il est nécessaire d'instaurer un véritable lien de confiance, parfois imparfait, ce modèle doit se démultiplier au plan national, car le milieu associatif jouit d'une légitimité dans et par l'action (de par son investissement au quotidien).

Certes, le politique dispose de sa légitimité électorale, alors que la représentativité associative est parfois relative (dérive du lobbying, démocratie d'intérêts), mais ces 2 acteurs tentent d'œuvrer pour le bien public, peuvent et doivent le faire ensemble, à travers un nouveau type de partenariat.

3. Une société nouvelle

3.1. La prise en compte du fait métropolitain

Depuis les lois Defferre sur la décentralisation et la loi Chevènement sur l'intercommunalité, le fait urbain a été superbement ignoré. La loi Raffarin par exemple ne l'a abordé que sous l'angle de la prise de compétence de l'aide à la pierre. C'est pourtant nos villes qui concentrent aujourd'hui la majorité des habitants de notre pays. C'est dans nos villes que se concentrent la production de richesse mais aussi la précarité. Nous prenons en compte au niveau local la mutation de notre tissu économique pour le rendre plus compétitif et lutter dans le même temps contre les inégalités.

En fait, nous craignons que l'Etat français n'ait pas compris que la mondialisation n'abolit pas la géographie. Les entreprises s'affranchissent des Etats mais elles sont liées à des territoires.

Aujourd'hui, toute la planète est en voie de réorganisation autour de nœuds métropolitains (souvent gigantesques) qui réunissent un même marché du travail et concentrent les fonctions intellectuelles.

Demain, par exemple, la région métropolitaine qui est en train de se mettre en place entre Hong-Kong et Canton comptera plus de 60 millions d'habitants.

En Europe, la construction de lignes ferroviaires à grande vitesse est en passe d'intégrer Londres et Paris, Paris-Lyon-Marseille et l'Italie du Nord, Paris-Lille-Bruxelles et les Pays Bas, Francfort-Cologne et les réseaux français. Au sud, Lisbonne/Séville-Madrid-Barcelone-Bilbao et Bordeaux seront connectées à ce réseau. Ainsi, se dessine au cœur de l'Europe de l'Ouest une nouvelle structure spatiale : une série de régions métropolitaines interconnectées (à moins de trois heures de distance entre elles) dont chacune reliera plusieurs villes concentrant richesse et production d'information. Ces villes dépassent évidemment les structures institutionnelles héritées du passé pour devenir des métropoles multipolaires. C'est d'elles dont dépend largement l'avenir de notre pays. Et pourtant cette évolution est largement ignorée du gouvernement.

Nous avons longuement parlé de la ville. Mais lorsque nous parlons de la ville, notre point de vue ne reflète pas une tendance à un quelconque nombrilisme urbain. Et parlant des villes nous parlons de tout notre territoire. Parce qu'il existe aujourd'hui un nouveau rapport entre ville et campagne, qu'il n'y a plus aujourd'hui de fractures entre les deux mais au contraire des interdépendances qui se développent de plus en plus. C'est désormais la vie de tout un territoire urbain ou rural qui s'organise autour de la ville et les territoires ruraux sont d'autant plus dynamiques qu'ils peuvent bénéficier d'une dynamique urbaine forte.

L'expérience acquise dans les Départements et les Régions sur la quasi-totalité du territoire français nous en donne une expertise particulière. L'articulation entre des villes qui assument les charges de centralité des lieux où l'on se forme, où l'on travaille, où l'on réalise ses démarches administratives et une partie de ses achats et où on accède à une offre diversifiée de spectacle vivant, et des territoires péri-urbains et ruraux où l'on réside et dans lesquels les élus doivent

faire face à une demande croissante de services publics et à la personne est un enjeu quotidien pour nos élus des collectivités territoriales.

Aujourd'hui l'Etat organise le retrait des territoires ruraux : hôpitaux, tribunaux, bureaux de poste. Il amplifie ainsi le mouvement de concentration urbaine que le renchérissement des hydrocarbures rend certainement inéluctable à moins d'actions énergiques. Au contraire, les élus locaux renforcent les services publics en organisant l'accueil de la petite enfance, les systèmes de transports locaux, les maisons de santé au service des classes moyennes qui se sont installés dans les 2ème, 3ème ou 4ème couronnes. Plus encore, ils s'attachent à renforcer l'économie résidentielle, voire aident les entreprises à passer le cap de la performance et de l'élargissement de leur influence économique, fixant ainsi l'activité au plus près des habitants. Enfin, ce sont les collectivités qui financent l'essentiel des infrastructures de transports nécessaires pour les hommes comme pour les marchandises.

L'invention d'un nouvel équilibre, autour de services publics de proximité efficaces et d'accès aux services structurants facilités est un enjeu d'aménagement du territoire auquel nous trouvons chaque jour des réponses pragmatiques, adaptées territoires par territoires. A nous de tirer les conclusions de nos pratiques territoriales pour en exposer la cohérence et démontrer notre capacité à inventer ces nouvelles solidarités.

3.2. Le « moment écologique », les « nouveaux » défis de l'humanité

On constate aujourd'hui une prise de conscience collective - quoique parfois confuse - sur les questions écologiques. Déjà par la cité, ou encore bien plus tard pendant les révolutions industrielles, l'Homme semble vouloir imposer sa loi à la nature. Mais les rapports Homme/Nature ont profondément évolué lors des

dernières décennies, et plus exactement les modifications radicales liées aux activités humaines se sont accélérées. Les impacts que l'on commence à percevoir sur l'environnement au sens large, marquent un tournant crucial pour nos sociétés.

Nos modes de production, de consommation, et nos modes de vie de manière générale bouleversent durablement les équilibres écologiques et de façon bien plus prégnante aujourd'hui. Nous ne pouvons en ignorer les inévitables conséquences sanitaires, sociales et économiques. Nous ne cédon pour autant ni à l'alarmisme, ni à la résignation. Nous préférons être des élus et citoyens conscients, mais responsables.

L'Homme marque la Terre de sa présence

Nos activités exercent une pression plus ou moins forte sur la nature. L'empreinte écologique est un outil de mesure parfois contesté, mais qui a le mérite de donner une tendance crédible et compréhensible. Elle mesure la pression humaine en évaluant la surface productive nécessaire à une population pour répondre à sa consommation de ressources et à ses besoins d'absorption de déchets. A l'échelle d'une personne, elle estime la superficie théorique nécessaire pour répondre à l'ensemble de ses besoins en ressources naturelles.

Selon la WWF, l'empreinte écologique en France a augmenté de 48% en moins de 40 ans (pour une population en croissance de 27% sur la même période). En 1999, l'empreinte écologique en France était de 5,26 ha par habitant, pour une surface disponible mondiale de terres habitables et exploitables moyenne de 2,3 ha par habitant.

Il est évident, à la lumière de ces tendances, qu'il n'est ni souhaitable, ni possible de généraliser notre mode de vie à la terre entière. Les ressources disponibles ne pourront se régénérer. Mais la « crise écologique » ne se limite malheureusement pas à cela...

Epuisement des matières premières : des quotidiens bouleversés

La « tragédie des biens communs » décrit la compétition pour accéder à une ressource limitée, menant à un conflit entre intérêt individuel et bien commun. Lorsqu'une ressource en libre accès est en diminution, l'intérêt de chacun est d'en prélever le plus possible, alors que l'intérêt collectif est de la sauver...

Or le quotidien de nos sociétés occidentales repose sur un large socle composé de ressources naturelles et matériaux dont les réserves s'amenuisent de plus en plus vite.

D'après les estimations de la BP statistical review of world energy, il nous reste en moyenne 50 ans de pétrole et de gaz naturel, et 150 ans de charbon. L'AIEA estime, quant à elle, qu'il reste des réserves d'uranium pour 32 ans. Or, ces énergies fossiles nous permettent de produire électricité, chaleur, carburant, revêtements routiers, cimenterie, sidérurgie, pétrochimie, etc. Elles représentent 86% des énergies primaires aujourd'hui.

La crise des matériaux est également palpable. Le fer, le nickel, le cuivre, le plomb, le zinc, l'aluminium... se trouveront en quantité limitées d'ici 20 à 80 ans (estimations de l'U.S. Geological Survey/Bureau de recherches géologiques et minières -BRGM). Or, leurs applications concernent des champs divers tels que l'industrie (automobile, aéronautique, chimique...), la médecine, l'électricité, l'électronique, les revêtements de surface, les transports, les travaux publics, les emballages...

Conséquence directe : l'envolée des prix des matières premières. Ce qui est rare est cher, et le sera de plus en plus...

On imagine bien que notre quotidien pourrait vite se trouver bouleversé par ces changements. Nous avons pris conscience que nous vivons dans une planète finie, et que les ressources qui nous sont nécessaires ne se régénèrent pas à la même vitesse que la demande des populations, en croissance constante. Il nous

faut nous « désaccoutumer » au plus vite, développer et inventer de nouveaux modèles et réapprendre à jouer plus collectif et à adapter notre demande en réexaminant nos besoins. Nous ne pourrions compter uniquement sur les progrès techniques et scientifiques pour éviter de prévisibles écueils...

Nous sommes concernés à l'échelle de la planète par ce stress écologique sans précédent, et nous devons affronter ces faits avec une grande lucidité.

Des prévisions démographiques amplifiant ces phénomènes

Le cap des 6 Milliards d'habitants a été dépassé en 1999. Les projections démographiques envisagent que la population mondiale atteindra plus de 9 Mds en 2050 (*World Population Data Sheet, 2007, Population Reference Bureau*). Avec la population actuelle, il y a sur terre 1,8 ha globaux disponibles par personne de terres et de mers biologiquement productives. Cette surface va diminuer au fur et à mesure que la population augmentera, créant un déficit écologique (celui-ci étant plus important dans les pays riches). Nous vivons aujourd'hui comme si nous avions plus d'une planète à notre disposition. L'extension des modes de vie « à l'occidentale », notre rapport à la nature, aux animaux, à l'espace et aux ressources limitées de la planète doit se renouveler si nous ne voulons pas être confrontés à des conséquences.

Crise énergétique, réchauffement climatique

Autre conséquence reconnue par tous, l'impact des émissions de gaz à effet de serre anthropiques en très grande quantité, « stockés » dans l'atmosphère et induisant le fameux phénomène du réchauffement climatique, ayant lui-même d'autres conséquences plus ou moins directes et pas toujours prévisibles, mais quoiqu'il en soit peu enviables. Les activités industrielles, agricoles, nos

transports quotidiens, la construction et le chauffage de nos logements, la déforestation, etc. ont en effet connu une croissance exponentielle depuis quelques décennies, et nous avons mis beaucoup de temps à admettre les effets.

Les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre sont les secteurs du transport et du bâtiment. Nous devons allier sobriété, efficacité et substitution énergétique. En 2020 l'Europe devra avoir diminué de 20% ses émissions de CO₂, avoir 20% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique sur le territoire, et avoir réduit de 20% ses consommations d'énergie. La France en 2050 devra avoir divisé par 4 ses émissions de gaz à effet de serre.

Mais faute de nouvelles mesures pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, la température moyenne de la planète s'élèvera d'après le GIEC de 1,8 à 4°C supplémentaires au cours de ce siècle, après avoir augmenté de plus de 0,7°C au cours du siècle passé. Et nous pouvons craindre des catastrophes naturelles à répétition (canicules, tsunamis, cyclones...).

La Banque Mondiale, en 2006, a estimé le coût lié au seul réchauffement climatique à 5500 milliards d'euros.

Des impacts sur la nature, mais aussi sur l'homme

La pollution atmosphérique génère, entre autres, de nombreuses maladies respiratoires. Nous l'avons dit, la question écologique n'est pas isolée : elle génère des désordres sanitaires, économiques et sociaux, qui touchent en général les plus démunis.

Les risques qui pèsent sur la biodiversité représentent un écueil non négligeable dans les recherches médicales.

La question de l'agriculture, de l'alimentation et de donc de la santé est également au cœur de cette problématique. Nous tentons de maîtriser, de posséder, voire de réinventer la nature. Les modifications génétiques peuvent constituer autant d'espérances (en médecine, par exemple) que de dangers pour

les générations futures. Y'a-t-il une solution unique pour nourrir les 9 milliards de bouches en 2050, ou pouvons-nous trouver des réponses locales plus adaptées ?

Modifier notre rapport à l'espace

Les tendances passées montrent une expansion urbaine, l'étalement des métropoles, la périurbanisation et le mitage du territoire. Cela n'est évidemment pas sans conséquences sur nos distances de déplacements, sur la perte de fertilité des sols, le grignotage des espaces naturels et agricoles, etc.

Nos villes actuelles sont de grosses consommatrices de ressources. Il est fondamental de développer de nouveaux « modes de villes » : en les densifiant pour rationaliser nos déplacements, concentrer les services, offrir plus de logements, privilégier les espaces verts. Mais aussi en limitant la place de la voiture et en offrant des alternatives variées pour les déplacements, en prônant et facilitant l'habitat écologique, l'architecture et l'urbanisme bioclimatiques, etc. Une meilleure conception des villes peut constituer un élément de réponse non négligeable au réchauffement climatique. « L'urbain », en modérant ses déplacements et en consommant moins l'espace au sol est davantage respectueux de l'environnement que le périurbain pavillonnaire obligé, par exemple, de prendre sa voiture pour la moindre activité.

Comment reconquérir nos terres rurales ? Quelle place souhaite-t-on donner à une agriculture plus raisonnée, respectant les saisons, éduquant et sensibilisant nos enfants ?

Le modèle rural n'est pas en voie d'extinction. De plus en plus de ménages font le choix de déménager en milieu périurbain ou rural, pour des raisons diverses qui vont du prix moins élevé du terrain à une meilleure qualité de vie.

Un dosage reste à trouver dans le rapport de l'urbain au rural. Plutôt que d'opposer ces 2 termes, nous devons recréer les liens d'interdépendance

ville/campagne. Nous devons également faciliter en milieu rural ou rurbain des méthodes moins conventionnelles mais qui ont fait leurs preuves, développer les filières de matériaux sains et locaux pour le bâtiment...

Ce ne sont pas de simples quartiers qui doivent être durables, ce sont les villes au premier plan, mais également l'ensemble des territoires départementaux, régionaux...

Qui fait quoi ?

Il est certain que chacun, à son échelle, a un rôle à jouer pour sortir de ce cercle vicieux. Elus, citoyens, associations, entreprises, il nous faut tous adopter une posture plus civique et responsable, passer du changement de « mauvaises petites habitudes quotidiennes » à des bouleversements plus importants de nos modes de vie et de consommation.

On ne peut espérer trouver des solutions globales à moyen terme uniquement par des actions éparses et « micro-locales », aussi pertinentes soient-elles. Il nous faut des projets structurants, des financements adéquats et une adhésion de toutes et de tous, ne serait-ce qu'en rationalisant nos consommations (alimentation, équipements, déplacements, espaces...).

Car si nous devons avoir des actions locales efficaces, nous ne pourrons agir seuls. L'Etat ne peut se contenter d'affichage et de promesses non tenues !

Et l'Europe doit prendre toute sa part : transport (ferroviaire, cabotage...) que du développement durable du territoire (Charte d'Aalborg et de Leipzig).

L'articulation des différents échelons administratifs, des moyens et possibilités d'action doivent être cohérents du national au local. Les élus ont un rôle d'information, de sensibilisation, de mutualisation, de solidarité, de facilitation, de transferts de technologies, d'écoute, mais aussi évidemment de proposition, d'action et d'exemplarité. Sans céder à la tentation du « marketing durable ». Ce travail doit être bien entendu réalisé avec les associations.

Aux entreprises également d'être créatives : process propres, circuits courts (dans l'industrie, les commerces, l'alimentation, etc.), alternatives de déplacements sur le site et vers le site (plans de déplacements des employés), énergie...

3.3. Un nouveau paradigme de société, de nouveaux temps

Un ensemble de mutations a considérablement fait changer la société française. Ne nous trompons pas. Un petit groupe profite de manière immorale de ces bouleversements et personne ne peut contester que des pans entiers de la société souffrent de façon intolérable de ces bouleversements et de la perte de perspectives d'avenir professionnels, résidentiels, salariaux ou familiaux.

Il faut désormais regarder notre société avec un autre regard que celui que nous pouvions porter il y a encore 20 ans, pour être en mesure d'apporter des réponses en phase avec ces transformations du monde.

La première révolution - sans doute la plus importante - est celle de l'allongement du temps de nos vies : nous sommes passés d'une vie de 500 000 heures avant 1914 à une vie de 700 000 heures aujourd'hui. Nous vivons plus vieux. Après avoir étudié, travaillé et dormi, il nous reste près de 60% de notre temps de vie disponible pour faire « autre chose », contre 20% avant 1914. Nous vivons désormais « le temps des vies complètes » pour reprendre l'expression d'un sociologue.

Notre pays compte aujourd'hui près de 24 millions d'actifs et 13 millions de retraités. La proportion de seniors (60 ans et plus) par rapport à la population active (20-59 ans) va fortement augmenter. On comptait 383 seniors pour 1000 actifs, il y en aura 782 pour 1000 en 2050, ce qui va se traduire par un déséquilibre accru, entre actifs et inactifs.

Il faut donc penser la durée du travail sur la vie, 67 000 heures minimum pour tous (35 heures pendant 42 ans) en échange du droit aux études, à la santé, à la

retraite, à partir de 18 ans, avec de possibles réductions pour études longues, enfants, pénibilité, risques...

Il n'est pas possible que la vie se soit allongée de 25 ans en un siècle, que les femmes aient bientôt un taux d'emploi salarié comparable aux hommes (l'emploi féminin ne cesse de progresser et atteint 80%), que la nature des emplois ait été complètement bousculée par les révolutions technologiques, que l'on fasse 30 000 heures d'études pour travailler 67 000 heures..., sans qu'un véritable débat de société ne s'ouvre sur une politique du temps et des protections sociales nécessaires à ce temps long, discontinu, passionnant, irrégulier.

Ce nouveau rapport au temps, de la vie avec le vieillissement, du travail, avec les 35 heures, doit nous inciter également à repenser la question des retraites avec la question du vieillissement, des dépenses de santé, de la dépendance.

Le niveau d'augmentation des dépenses de santé dépendra de notre capacité à maîtriser les dépenses liées à la dépendance en minimisant le coût par le développement des services de maintien à domicile.

Pour les retraites, le discours simpliste qui prolonge le temps de cotisation sur l'allongement de la durée de la vie est fondamentalement inégalitaire. De nombreuses études nous rappellent qu'un cadre vit cinq ans de plus qu'un travailleur manuel. Nous devons donc inventer de nouvelles règles équitables, prenant en compte les différences d'espérance de vie, liées à la condition sociale de chacun. La pénibilité doit donc devenir un instrument essentiel de la répartition, en sachant que nos nouveaux modes de vies génèrent de nouvelles inégalités, sous peine de voir réapparaître, très vite et très fortement, la pauvreté chez les personnes âgées.

Notre rapport au travail aussi a changé. Sans entrer dans des débats à court termes mais qui ont évidemment toute leur importance, comme les 35 heures, on peut constater que dans nos vies nous sommes passés de 200 000 heures consacrées au travail (soit la moitié de son temps) à 65 000 heures.

Hier, le déterminant principal était le travail. On se définissait d'abord par son travail. Et la masse des salariés qui faisait à peu près le même travail avait conscience d'appartenir à une même classe. Cela tend à se dissoudre et ce qu'on fait du reste de son temps (sport, musique, loisirs...) devient essentiel. Les différences des modes de vie fondent ce que Michel Maffesoli appelle le temps des tribus.

Cette disparition de la conscience de classe a été d'autant plus accentuée que le travail lui-même a éclaté. On a d'abord vu se développer un chômage de masse, la précarisation d'un nombre de plus en plus grand de personnes et surtout des phénomènes d'exclusion qui touchent une grande partie de notre société (10 à 15% de la population). Cette partie de la population bénéficie d'une forte part des transferts sociaux. Mais cela a pour conséquence que des gens qui ont accédé récemment au statut de classe moyenne deviennent contributeurs de transfert au lieu d'en être les bénéficiaires.

Au sein même de ceux qui ont un travail salarié, la conscience d'appartenir à un même groupe a elle aussi tendu à s'affaiblir. En effet, nous ne sommes plus à l'époque du taylorisme où le travail à la chaîne créait une solidarité entre tous, conscients d'être partie prenante d'un même Process de production. Aujourd'hui avec l'individualisation du travail qu'a entraîné l'entreprise nouvelle, chacun a de plus en plus un objectif individuel à atteindre. Ses contacts avec les autres membres du groupe se restreignent. Sa vie professionnelle déborde sur sa vie personnelle avec une dilution des frontières entre travail et non travail.

D'où des clivages qui passent entre les différents groupes, chacun craignant que l'effort de solidarité avec les autres catégories pèsent sur son propre revenu.

Le problème est d'autant plus sensible que ces nouvelles politiques ont à affronter la critique d'avoir transformé les protections d'hier en un monde d'assistanat continu.

Il est donc pour nous capital de réunifier « cette périphérie exclue et la société salariale ». Il est indispensable d'innover dans des politiques aptes à redonner une mobilité à ce type de population.

Aussi une politique de gauche doit d'abord partir de la compréhension de cette société de mobilité et de changement. Elle doit en comprendre les logiques, les attentes, les angoisses et les difficultés.

Elle doit lutter pour que les politiques de protection sociale s'adaptent à cette nouvelle plasticité.

Mais il n'est pas absurde, il est même indispensable, d'innover dans des politiques aptes à favoriser des ruptures.

Le RSA, qui peut être critiqué dans ses modalités (redéploiement de crédits jusque là affectés à la prime de retour pour l'emploi), ne peut être contesté dans

ses fondements. Des politiques massives de bourses d'études ciblées doivent être envisagés. Une politique spécifique vis-à-vis des femmes, en particulier pour lutter contre toutes formes de retour en arrière dans leur statut individuel, le temps partiel subi, est impérative. Notre réflexion doit donc nous amener à favoriser les mutations choisies plutôt que des mutations subies.

Le développement des zones franches dans les quartiers en difficulté et la lutte contre le refus d'embauche des jeunes non blancs amplifié.

Imaginons également l'entrée dans les emplois publics en fin de parcours professionnel pour un État basé sur l'expérimentation et la maturité de ses agents.

Osons envisager un remodelage de la pyramide des salaires, avec des avantages en début de carrière quand il faut s'installer, aider ses enfants, et un ralentissement intelligent en fin de carrière, quand les enfants sont grands et la maison payée...

C'est l'ensemble de ces mutations (auxquelles s'ajoutent l'augmentation du nombre de divorces, de familles monoparentales, de familles recomposées...) auxquelles la gauche a aujourd'hui à apporter des réponses pour redonner à tous la volonté de vivre ensemble. Le projet que nous aurons à définir devra ouvrir la voie d'un tel rassemblement.

3.4. Entrer dans la révolution numérique

Les bouleversements introduits par le numérique et les réseaux renouvellent la

capacité d'action de l'Etat et des collectivités publiques et leur permet de nouvelles relations avec les citoyens et les usagers du service public. Pourtant, au cours de la décennie écoulée, l'échelon national, qu'il s'agisse de la majorité en place ou du Parti socialiste, a abordé le numérique en général et Internet en particulier comme une menace et non pas comme une opportunité.

Services aux personnes, aux entreprises, mutualisation des connaissances et des expériences entre administrations, débat public, c'est en région que le numérique est rentré dans le quotidien. Ce sont les territoires, régions, départements et communes qui se sont appropriés le numérique pour ce qu'il était : un outil, un matériau, ni intrinsèquement bon ni intrinsèquement mauvais. Internet c'est comme le béton, cela dépend de ce qu'on choisit d'en faire : la Sagrada Familia ou une prison haute sécurité.

Pendant que les censeurs et les Big Brothers de tous ordres se déchainaient au niveau national, les régions entraient sans éclat et de façon pragmatique dans la révolution numérique ; *les collectivités territoriales sont aujourd'hui les porteurs de l'administration électronique – et c'est à juste titre qu'elles se plaignent de l'absence de l'Etat à leurs côtés* (1).

De l'urgence de réduire une double fracture

89% des cadres supérieurs disposent d'un ordinateur à la maison, 82% sont connectés à Internet ; la proportion passe à 61% et 38% pour les ouvriers (2). Cette différence n'est pas seulement le reflet des différences sociales, elle marque un retard de la France dans l'appropriation du numérique : seulement 56% des foyers sont connectés à Internet en France (classée 11^{ème} sur 15 pays européens) contre 76% au Danemark, 73% en Suède, 63% au Royaume-Uni, 61% en Allemagne (3).

Cette fracture n'est pas non plus uniquement sociétale, elle est également territoriale : de nombreuses zones blanches où l'ADSL n'est pas accessible subsistent, et si les chiffres officiels font état de 3% des foyers non raccordables ou ne disposant pas d'un débit « utile » (estimé à 1 Mégabits ou plus), notre pratique en région nous montre qu'elle est sans doute beaucoup plus importante, avoisinant vraisemblablement les 10%.

Les collectivités locales sont les mieux à même d'agir sur cette double fracture, qu'il s'agisse de l'équipement des ménages ou du déploiement des réseaux ; reste à l'Etat à leur en donner les moyens, par exemple à travers la création d'un fonds de concours qui aurait pour objet :

- d'aider les publics les plus défavorisés à entrer en possession d'un équipement informatique et à lui donner accès au haut débit à travers un abonnement à tarif social ;
- de résorber les zones blanches rémanentes par une participation au financement des réseaux territoriaux d'initiative publique

(1) Christian Paul, Le défi numérique des territoires- Réinventer l'action publique, Autrement, 2007

(2) CREDOC, la diffusion des technologies de l'information dans la société, nov. 2006

(3) GFK, avril 2008

4. Une ligne claire pour le Parti Socialiste

Nous l'avons dit. Nous le réaffirmons. Avec le Congrès de Reims, il n'est pas question de brûler les étapes.

Nous avons précisé notre objectif dans notre déclaration de principe.

Nous savons qu'un immense chantier est devant nous et nous sommes persuadés qu'il appartient au futur Premier secrétaire de le conduire sereinement et activement.

C'est en définissant nos positions, en les affinant, que nous pourrons retrouver notre crédibilité. Car c'est cette démarche qui nous permettra de quitter les eaux glacées des ambitions personnelles, où les calculs égoïstes guident les moindres commentaires et toutes les alliances.

Qui peut dire aujourd'hui quelle est la position du parti sur l'Europe, les 35 heures, les retraites ?

A quoi bon aller sur le terrain quand les leaders disent tout et son contraire au gré des micros qu'ils rencontrent ?

Quand cesserons-nous d'être hésitants, tièdes, pusillanimes, pour le plus grand bonheur d'une droite qui a fait du mensonge un art de gouverner et nous renvoie systématiquement dans le camp de l'immobilisme ?

Il nous faut donc tenir les deux bouts de la chaîne. Reconquérir le domaine des idées, trop longtemps délaissé, mais aussi être proches, sur le terrain. Nous le sommes dans les territoires.

4.1. Refondons le parti socialiste en tirant les leçons de ces avancées

Refonder, c'est bien évidemment mettre en place une direction homogène, dirigée par un Premier secrétaire qui bénéficie d'une autorité restaurée.

A n'avoir pas su trancher, nous étouffons. Nous sommes menacés par le facteur de Neuilly sur la gauche et donnons au centrisme béarnais les raisons d'espérer tirer les marrons du feu de notre lent essoufflement.

Nous devons relever ces défis de la pensée, de l'action et des alliances. Pour gouverner, pour changer.

A nous de poser cette question des alliances nouvelles, indispensables pour affronter les défis qu'il faut relever, des alliances dynamiques, nouvelles, novatrices, tout en maîtrisant les effets du quinquennat sur la vie politique et l'organisation de notre parti et de ses rapports avec les autres forces de gauche, les syndicats, les associations.

4.2. Le constat

Nous avons au moins désormais un point de départ.

La déclaration de principe qui acte notre réformisme. Mais si les principes ont du bon, comment ne pas évoquer les hommes et le fonctionnement, les hommes et les structures ?

L'objectif, c'est bien évidemment qu'au cœur de la gauche, le parti socialiste soit le moteur de la reconquête. Ce mouvement ne pourra pas s'engager si la rue de Solferino reste ce bac à sable où s'ébrouent, chaque mardi, les présidentiables et leurs lieutenants.

L'ennemi numéro un d'un parti renouvelé, ce n'est pas l'Enarque, ce n'est pas le permanent d'une technostucture parisienne, mais bien le présidentiable potentiel avec son *ego* et ses réseaux. Nous n'avons plus des courants, mais des

clans, où les complicités d'hier se transforment souvent en rancœurs et en haines tenaces.

Ces petits jeux qui rythment la vie du sommet du parti depuis trop longtemps sont à l'origine d'une profonde rupture avec la base de notre organisation, et notre base sociale.

Il est urgent de mettre en œuvre une très large politique d'ouverture, indispensable pour éviter la sclérose et la constitution d'écuries, dont le seul intérêt est de figer les débats qui pourraient dévoiler la vacuité de leurs positions.

Prenons un exemple : comment pourrait-on continuer à accepter, dans un parti en phase avec la société, des parachutages décidés au sommet, quelques semaines avant les échéances électorales, au mépris des militants qui doivent ensuite gérer dans la précipitation des choix hasardeux et incompréhensibles ? Cette usine à dissidence, qui permet ensuite des réintégrations dissimulées est d'un autre âge.

Il est temps, là aussi, de renouveler notre pratique. Faisons en sorte que les constitutions de listes, les candidatures, soient le fruit d'une démarche démocratique et l'occasion de vrais débats.

4.3. Avoir une ligne claire permettra déjà d'avancer dans ce sens

Par ailleurs, si l'on veut que les militants continuent d'être en adéquation avec leur parti, il ne faut plus que sur des sujets essentiels ils voient leur vote bafoué par certains leaders balayant d'un revers de la main l'expression démocratique de la base. Sans pour autant d'ailleurs que ce leader subisse la moindre sanction, alors qu'il ruine la crédibilité du parti.

L'après référendum interne sur l'Europe en 2005 a été un poison qui produit toujours ses effets.

Et si le retrait de Lionel Jospin en 2002 était digne, la valse hésitation qui a suivi quelques semestres plus tard, s'est transformée en tango mortifère. La tentation du retour, balayée par l'absence d'envie des militants, n'a fait que dégrader la situation.

4.4. Différencier projet et programme

Depuis plus de 15 ans, nous ne sommes plus capables de différencier le projet socialiste et les programmes, présidentiels ou législatifs.

Nous sommes incapables, comme nous venons de le voir dans les pages précédentes, d'appréhender le monde, un monde complexe et brutal, un monde volatil et excitant, un monde où la vitesse ne fait que renforcer le besoin de repères et de traditions.

C'est bien en redonnant du sens, comme les clubs avaient su le faire au fil des années 60 et 70 que l'on se donnera les moyens d'affronter les batailles à venir.

Car la bataille est d'abord intellectuelle, il faut d'abord regagner l'hégémonie de la pensée pour construire de futures victoires.

Le Parti doit penser et formuler un projet, dans le débat et l'échange, dans la polémique et l'intelligence, dans la recherche et l'innovation, tandis qu'ensuite le candidat détermine le programme, la victoire étant le fruit d'un mariage entre projet et candidat.

Sans cela, le parti se recroquevillera toujours plus sur lui-même et sera condamné à être ce qu'il va devenir : un parti d'élus, où les jeunes sympathisants adhèrent parce qu'ils sont collaborateurs d'élus, puis militent pour décrocher un mandat, vieillissent et sont élus, embauchent de nouveaux collaborateurs, et puis, effet de l'âge et goût immodéré du pouvoir, ferment le plus longtemps possible la porte aux jeunes générations désireuses elles-mêmes de partager les fruits de ce pouvoir.

Ouvrons portes et fenêtres pour sortir de cette schizophrénie !

Pour y arriver, il est vital d'entretenir l'adhésion populaire constatée pendant la campagne présidentielle de 2007, élan malheureusement brisé par l'inertie, les atermoiements et les querelles de nos dirigeants.

Il est grand temps de repenser notre mode territorial d'organisation, afin que le parti de masse que nous appelons de nos vœux, le parti ouvert qui s'affronte au quotidien et se confronte aux réalités soit un parti qui parle la langue de la France, la langue que comprennent les Français.

4.5. Des propositions :

La décentralisation en partie réalisée dans le pays, doit trouver son prolongement au sein même du PS.

Quels doivent être les principes de cette décentralisation ?

Les structures locales du PS doivent être renforcées. Si les fédérations gardent leur importance, elles doivent être réunies dans des comités régionaux, dotés de véritables et nouvelles compétences.

Des accords cadres doivent être négociés entre Solférino et ces comités régionaux qui fixent le cahier des charges que chaque région doit respecter.

C'est dans ce mode d'organisation que les régions élaborent leur projet et leur programme, et en premier lieu pour les élections régionales.

Les fédérations doivent travailler également de la même manière pour l'élaboration des programmes départementaux et municipaux.

Ce sont les comités régionaux, irrigués par les informations venant du terrain et des sections, qui garantissent l'émergence de jeunes élus et améliorent la représentation des minorités visibles.

Dans le même temps, proches du terrain, ce sont les fédérations qui doivent élaborer, en liaison étroite avec les comités régionaux, les accords électoraux avec les autres partis de gauche.

Le Bureau National sera transformé en assemblée de représentants régionaux désignés par les coordinations régionales (un conseil de développement comme ceux que nous développons au niveau local et qui aurait un rôle de médiation entre le national et le local).

Par ailleurs, le national élabore collectivement des contrats d'objectifs déclinables en cahier des charges destinés aux instances régionales. Pour ne citer qu'un seul exemple, la question des banlieues et des cités doit être abordée dans ce cadre là.

4.6. Le parti de masse et le fonctionnement interne du PS

Nos propositions sont simples.

- généralisation de la carte à 20 euros pour ouvrir le PS au plus grand nombre.
- Organisation de conventions thématiques (regroupant militants, sympathisants, et experts) correspondant à chaque délégation du secrétariat national.
- Chaque congrès doit prévoir un programme de travail d'élaboration du projet du PS. On ne peut imaginer de s'approcher d'un congrès sans que l'on élabore un projet. Sans cela, les querelles de personnes prennent le pas sur les enjeux politiques.

4.7. Des primaires de masse

Prenant en compte les effets du quinquennat, le candidat de la gauche doit être désigné dans le cadre d'une primaire à l'italienne, les électeurs devant être inscrits sur les listes électorales.

Pour les scrutins locaux, sur la base des listes électorales, les sympathisants déclarés choisiront leur candidat aux élections uninominales, ainsi que les têtes de liste aux municipales ou régionales.

Et pour en finir avec les sempiternelles hypocrisies sur le cumul des mandats, toujours annoncé, jamais réalisé, nous plaçons pour une limitation du cumul dans le temps.

Tout élu ne pourra avoir plus de deux mandats : locaux ou local et national, ou local et européen. On ne peut être sénateur et député européen. Les mandats nationaux et locaux seront limités à trois mandats consécutifs.

Le renouvellement des conseillers généraux s'effectuera une fois tous les six ans.

Les représentants aux structures intercommunales seront élus au suffrage universel, le jour du renouvellement des conseils municipaux.

Le droit de vote des étrangers, après 5 ans de résidence légale, sera institué aux élections locales.

Un redécoupage des circonscriptions électorales s'effectuera dans le cadre d'une commission représentative placée sous l'autorité du Conseil d'Etat.

La généralisation de la proportionnelle au Sénat renforcera la représentativité de la Haute Assemblée, qui doit être la collectivité des territoires.

4.8. Un statut pour les élus

A l'image du rapport critique qu'ils entretiennent avec les partis, les citoyens ont des rapports distendus avec les élus et la « classe » politique. Elément indiscutable de la crise de notre démocratie représentative, cette perte de confiance appelle des réponses énergiques, mais passe aussi par la mise en place d'un véritable statut de l'élu.

Sans lui, comment permettre à tout citoyen de s'engager, de « faire de la politique, de se présenter à des élections, de briguer un mandat ? »

Cet exercice ne doit pas être réservé à certains, et doit être neutre tant au plan financier qu'en terme d'incidence sur le déroulement de la carrière professionnelle.

Les principes d'élaboration d'un statut de l'élu reposent ainsi sur :

- 1) une rétribution équitable,
- 2) une garantie réelle de retrouver un emploi lors du retour à la vie professionnelle,
- 3) des droits équivalents aux autres salariés en matière de retraite et de protection sociale,
- 4) le droit au chômage,
- 5) la tolérance zéro pour les élus coupables de corruption,
- 6) l'obligation d'effectuer régulièrement des compte-rendus de son mandat.

Si le parti socialiste est capable de cette réforme sur lui-même, à la fois de cet effort renouvelé de la pensée et de cette mutation de son fonctionnement, alors il redeviendra crédible ! Il sera à nouveau proche des citoyens. Il saura en exprimer les aspirations dans un projet qui sera aussi crédible pour l'avenir de la France. Et alors au niveau national nous pourrions remporter la victoire.